

# Votre Europe

## Ile-de-France

LA LETTRE DE **MARIELLE DE SARNEZ**, DÉPUTÉE AU PARLEMENT EUROPÉEN

### ■ Édito



Ca y est, nous y sommes. La Conférence de Copenhague s'est enfin ouverte. Pendant 12 jours, organisations internationales, experts, ONG, chefs d'État et de gouvernement, vont se retrouver pour débattre de l'avenir de la planète. Dans ce dialogue mondial, je forme le vœu que l'Union européenne parlera d'une seule et même voix. C'est la condition sine qua

non pour que les Européens se fassent entendre, et plus encore, pour qu'ils pèsent sur l'issue des débats et sur les décisions qui seront prises.

Écrivant ces quelques lignes, j'ai en tête le « projet humaniste » que nous avons adopté à Arras le week-end dernier. À la demande de François Bayrou, nous nous sommes engagés à modifier la Constitution française, en y ajoutant une obligation de protection des générations futures. Quelques mots ajoutés, qui bouleverseraient profondément la façon d'agir des pouvoirs publics, laissant de côté tout ce qui relève trop souvent d'arrière-pensées électorales, pour se consacrer à ce qui compte le plus : l'avenir de nos enfants, l'avenir de la planète.

Espérons donc que l'Europe sera à la hauteur des attentes à Copenhague. Qu'elle se montrera exemplaire, tant sur la réduction effective des gaz à effet de serre, l'augmentation

des économies d'énergie, et celle des énergies renouvelables, que sur l'aide à apporter aux pays en voie de développement envers lesquels nous avons tous un devoir de réparation.

Quelques mots sur le Traité de Lisbonne entré en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre dernier. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la nomination du Président du Conseil, comme celle du Haut Représentant - que je préfère appeler Ministre des Affaires Étrangères - ne laisseront pas un souvenir impérissable en terme de transparence et de démocratie ! Cela ne doit plus se reproduire à l'avenir. Notre Parlement devra proposer de nouvelles procédures qui mettront de la clarté en organisant par exemple des débats publics préalables où les candidats pourront échanger sur leurs orientations respectives. En attendant le jour, que je souhaite le plus proche possible, où le Président de l'Union européenne sera élu au suffrage universel.

En tout cas, notre Parlement lui est renforcé. Désormais, presque tous les domaines sont en codécision. Ainsi, nous aurons notre mot à dire sur le budget de l'Union, sur l'avenir de la politique agricole commune, sur la politique d'immigration et d'asile, ou encore sur les questions de justice, de sécurité, de libertés publiques, et de commerce international. À nous d'utiliser ces nouveaux pouvoirs. À nous de les mettre au service du modèle de société humaniste que nous portons.







*Marielle de Sarnez.*

### ■ Billet d'humeur

Les efforts déployés depuis des mois en Europe pour faire bouger les lignes en faveur d'une action forte et coordonnée au niveau mondial contre le changement climatique n'auront pas été vains. Certes, le succès est encore loin d'être acquis au Sommet de Copenhague. Mais du moins la présence du Président américain, Barack Obama, et du Premier ministre chinois, Wen Jiabao, chacun porteur d'engagements chiffrés, laisse augurer une dynamique, confirmée par l'acceptation de l'Inde d'entrer à son tour dans la négociation. C'est une bonne nouvelle pour l'Union européenne que de voir son combat ainsi porter ses fruits. Mais c'est aussi un défi car cette dynamique pourrait tout aussi bien se gripper si les pays en voie de développement se voyaient mégotter l'aide indispensable à leur transition vers une économie durable. Bien sûr un soutien financier significatif n'est pas facile à trouver en ces temps de disette budgétaire. Il est même important de veiller à ce que cette nouvelle aide soit bien affectée à cette adaptation. Reste que cet argent n'est pas à fond perdu. Quand bien même mettrait-on de côté la dimension morale de ce soutien occidental aux pays pauvres, reste l'intérêt bien compris. L'Europe possède une longueur d'avance dans les nouvelles technologies environnementales et la conversion la plus rapide possible de la planète vers une économie sobre en carbone, en particulier en Afrique, ultime frontière du développement mondial, nous garantira un nouveau moteur de croissance. Une croissance verte pour sortir de la crise par le haut.

**Yannick Laude**

## Référents MoDem - Europe en Ile-de-France

<p><b>Paris (75)</b></p> 	<p><b>Catherine Véglio-Boileau</b></p> <p>Catherine Véglio-Boileau, 46 ans, mariée, mère de 2 enfants, est la directrice de la communication d'une association européenne. Journaliste dans la presse régionale puis économique, elle a dirigé plusieurs années la revue d'un « think tank » européen. <i>«La politique est une création continue des citoyens. L'Europe c'est nous, citoyens, qui faisons la société européenne de demain ».</i> <a href="#">Contact</a></p>	<p><b>Val-de-Marne (94)</b></p> 	<p><b>Marie-Anne Kraft</b></p> <p>Marie-Anne Kraft est cadre financier. Son expérience professionnelle lui a permis d'acquérir une expertise sur les sujets économiques et financiers internationaux, l'euro, les marchés, les paiements internationaux notamment. Membre actif de la commission Économie du MoDem et active sur la toile, sur les blogs et journaux citoyens, ainsi que dans des activités associatives. responsable de la section de Saint-Maur et vice-présidente du MoDem du Val-de-Marne. <a href="#">Contact</a></p>
<p><b>Yvelines (78)</b></p> 	<p><b>Viviane Bouscier</b></p> <p><i>« Engagée dans le groupe de réflexion Modem-Europe 78 avant 2007, j'ai continué naturellement à militer dans cette formation qui correspond aux valeurs que je veux voir s'épanouir dans la société d'aujourd'hui. Professeur agrégée d'Histoire, j'ai aussi trouvé une suite à ma carrière professionnelle : une autre forme de militantisme pour faire aimer l'Europe ! ».</i> <a href="#">Contact</a></p>	<p><b>Val-de-Marne (94)</b></p> 	<p><b>Francis Pont</b></p> <p>Francis Pont est vice-président du Mouvement Démocrate du Val-de-Marne. Il est très impliqué dans les questions européennes et attache une importance toute particulière à l'articulation nécessaire des régions avec l'Europe. <a href="#">Contact</a></p>
<p><b>Hauts-de-Seine (92)</b></p> 	<p><b>Marie Virapatirin Darves-Bornoz</b></p> <p>Marie Virapatirin Darves-Bornoz est conseillère municipale et communautaire et vice-présidente du MoDem des Hauts-de-Seine. Spécialiste des politiques publiques et de la gouvernance, elle assure aussi un enseignement de management public pour l'administration centrale et territoriale. Marie travaille à l'international, sur des programmes de coopération multilatérale et de gouvernance européens. Elle a développé une grande expertise des instruments financiers pour la coopération. Sa naissance en Guadeloupe et son origine indienne, sont une raison supplémentaire de son engagement européen. <a href="#">Contact</a></p>	<p><b>Val d'Oise (95)</b></p> 	<p><b>Fawaz Kazma</b></p> <p>Fawaz Kazma, 57 ans, marié, père de 3 enfants, est responsable du MoDem à Argenteuil et coprésident de la commission Europe du val d'Oise. Il est également chef d'une entreprise qui fabrique des produits plastiques, recyclés et recyclables où il poursuit son engagement pour le développement durable, commencé depuis 1987. Fawaz Kazma est né au Liban et travaille à la commission immigration du Mouvement Démocrate. <i>«Européen dans l'âme forte, j'ai la conviction que l'identité européenne peut devenir un moyen d'intégration».</i> <a href="#">Contact</a></p>

## Qu'en pensez-vous ? Vos suggestions, vos réactions, vos propositions pour l'Europe...

- Un internaute m'interroge sur **les services publics européens** dans le domaine des transports, de la poste, de la téléphonie, de la santé etc. La notion de service public consacre pour les citoyens un droit à satisfaire des besoins essentiels, reconnus d'intérêt général. En France l'idée de service public se confond souvent avec celle du secteur public. L'Europe, quant à elle, privilégie une notion du service public définie par le service rendu, indépendamment du statut de l'entreprise qui l'assure. Ainsi, quand des secteurs entiers se retrouvent soumis à la concurrence, ces services évoluent. Assurer la solidarité et la cohésion est une mission difficile et coûteuse qui ne peut pas dépendre des seules règles du marché. C'est pourquoi, l'Europe doit sortir de l'ambiguïté et clarifier le rôle, les moyens et les objectifs que doivent remplir les services publics européens. La défense des services sociaux d'intérêt général (SSIG) est l'un des chantiers majeurs du Mouvement Démocrate. Nous considérons, en effet, que leurs spécificités ne sont pas solubles dans le droit communautaire applicable aux services d'intérêt économique général (SIEG) de réseau comme l'énergie, les télécommunications ou le transport. Le droit communautaire actuel ne sécurise pas le fonctionnement de ces services. Nous devons donc impérativement adapter le cadre communautaire aux spécificités des services sociaux, à l'aide d'un instrument juridique particulier. Cela passe, à mes yeux, par une directive définissant les principes et les conditions de bon accomplissement des missions particulières imparties aux services publics, notamment aux services sociaux.

- Claire R de bois colombes me fait part de son inquiétude sur la **politique d'immigration menée par la France** et sur les risques de voir se développer chez nos concitoyens, français et européens, un sentiment de peur à l'égard de l'étranger. Je partage son inquiétude. C'est pourquoi je pense qu'il revient à l'Union européenne de développer une politique commune d'immigration, raisonnable et humaine, dans le respect des droits individuels. À ce titre, j'ai trouvé indigne le renvoi par la France et la Grande-Bretagne d'Afghans dans un pays en guerre où évidemment leur sécurité ne peut être garantie. Il revient également à l'Europe de changer sa politique à l'égard des pays en voie de développement, pour en finir avec un accroissement des inégalités qui conduit inéluctablement au désir d'émigration. Et je veux faire part à Claire d'une réflexion personnelle sur ce que j'appelle « la peur de l'autre ». Je suis frappée de voir dans le débat sur l'identité nationale lancé par le gouvernement, et organisé, étrangeté française, par les Préfets de la République, que l'identité nationale serait pensée comme singulière. Que nous devrions tous avoir une seule et même identité. Je crois exactement le contraire. Les identités de nos compatriotes sont plurielles. Identité de sa région natale ; identité de sa communauté ; identité de son pays d'origine, que l'on vienne d'un pays européen, ou que l'on vienne de l'autre côté de la Méditerranée ; identité de sa langue ; identité de son parcours, de ses engagements ; identité de son pays ; identité européenne ; identité du monde. L'humanisme auquel nous nous rattachons passe par la reconnaissance de l'autre, de ce qu'il est, de ce qu'il apporte à la communauté de femmes et d'hommes que nous formons, dans le respect de nos identités. C'est la seule façon de faire reculer les peurs.

## ■ Marielle de Sarnez exhorte le Conseil européen à un sursaut avant le Sommet de Copenhague sur le changement climatique.



Intervenant au Parlement européen, réuni en session plénière à Strasbourg, à l'occasion du débat sur la préparation du prochain Conseil européen des 10 et 11 décembre, Marielle de Sarnez, vice-présidente du MoDem, a formé le vœu, à la veille du Sommet sur le changement climatique, que *"l'Union parle d'une seule voix et agisse unie au lendemain de Copenhague, quelle que soit l'ampleur du résultat de la conférence. Avançons ! Fixons nous le cap d'une réduction effective de 30% des gaz à effet de serre. Et quand je dis effective, cela veut dire qu'il faudra se poser à terme un jour la question des dérogations et des droits à polluer. Et*

*puis, avançons et prenons là aussi un engagement financier ferme à l'égard des pays en voie de développement, nous leur devons"*, a-t-elle poursuivi.

Concernant la situation économique et sociale, Mme de Sarnez a déclaré : *"Nous devons travailler à l'émergence d'un nouveau modèle économique qui privilégie l'emploi, le progrès social et le long terme, c'est-à-dire le durable sous toutes ses formes. Et donc, nous avons besoin de supervision et de régulation, d'une politique plus favorable aux petites et moyennes entreprises et d'une réflexion commune sur la fiscalité privilégiant le long terme sur le court terme."*

[Retrouvez cette intervention ici](#)

## ■ Programme de Stockholm : les droits des citoyens doivent être une priorité.

La délégation des députés européens du MoDem s'est félicitée de l'adoption à une large majorité de la résolution sur le programme dit "de Stockholm" qui vise à promouvoir les droits des citoyens, le contrôle démocratique et la sécurité en Europe pour les cinq années à venir. Marielle de Sarnez a déclaré : *"je me réjouis notamment de l'adoption de ce texte qui réitère le profond soutien de notre Assemblée au principe de non refoulement, et de ce fait au respect du droit d'asile."*

L'adoption de ce texte intervient alors même que [le prix Lux](#) du Parlement européen vient d'être décerné au film **Welcome** de Philippe Lioret, qui raconte l'histoire d'un maître-nageur de Calais, interprété par Vincent Lindon, qui aide un jeune réfugié kurde désireux de traverser la Manche à la nage pour rejoindre sa petite amie. Cette

fiction fait écho au retour forcé de 27 réfugiés afghans par la France et la Grande Bretagne, le 20 octobre dernier.

C'est seulement quand il sera adopté en décembre que le programme de Stockholm sera transformé en programme d'action. Le Parlement européen sera alors codécisionnaire pour la politique d'asile et d'immigration et le MoDem s'attachera à ce que les valeurs humanistes européennes en soient la marque.

*Le Prix LUX (lumière) a pour objectif d'éclairer le débat public sur le processus de construction continentale. Il soutient le sous-titrage du film lauréat dans les 23 langues officielles de l'Union européenne, ainsi qu'une adaptation pour les personnes atteintes d'un handicap visuel ou auditif.*



## ■ Charters franco-britannique vers l'Afghanistan.



Les députés européens ont interpellé, le 24 novembre en session plénière du Parlement européen à Strasbourg, le commissaire à la Justice et aux Affaires intérieures sur les conditions dans lesquelles la France et le Royaume-Uni organisent des expulsions collectives de demandeurs d'asile afghans.

Marielle de Sarnez a vivement critiqué un projet de l'UE de financer des vols charters pour des expulsions groupées de migrants irréguliers, malgré les gages de conformité apportés par Bruxelles. La vice-présidente du

MoDem a déclaré : *"Je veux vous dire la tristesse de nombreux européens, quand, le 20 Octobre dernier, deux pays de l'Union européenne, la France et le Royaume-Uni, ont organisé le retour forcé d'immigrés afghans, 3 venant de France, 24 de Grande-Bretagne. Ces hommes qui avaient quitté un pays en guerre, pour rejoindre l'Europe, pensant y trouver asile et protection, ont donc été renvoyés dans un pays, toujours en guerre, où leur sécurité ne peut en aucun cas être garantie. Ceci bouscule l'idée que nous nous faisons des droits de l'homme."*

[Retrouvez l'intervention ici](#)

## ■ Droits de l'Homme : Marielle de Sarnez cosigne deux résolutions d'urgence.

- **Chine** : le Parlement européen a appelé le gouvernement chinois à adopter un moratoire sur la peine de mort "sans délai et sans conditions" et condamne les exécutions effectuées suite aux événements de mars 2008 à Lhassa et aux émeutes de juillet 2009, à Urumqi. Les autorités chinoises devront développer un réel dialogue et adopter des politiques économiques intégrées au Xinjiang pour renforcer l'appropriation locale et à protéger l'identité culturelle de la population ouïghoure.

- **Les persécutions religieuses et les violations des droits de l'Homme au Vietnam fermement condamnées.** Le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation au Laos et au Vietnam. Le Président du "Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme" et de "Quê Me : Action pour la Démocratie au Vietnam" a tenu à adresser un message à Marielle de Sarnez, en qualité de cosignataire de ce texte. *"Madame la Vice-présidente, Nous aimerions vous exprimer toute notre gratitude pour votre initiative de présenter une résolution sur le Vietnam et les droits de l'Homme, et ainsi redonner l'espoir à tous les sans voix dans le Vietnam totalitaire d'aujourd'hui"*.



### Lutter contre la faim: toujours un défi.



Le Parlement européen a exprimé sa déception suite [au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire](#), qui s'est tenu à Rome mi-novembre. Cette rencontre n'a débouché sur aucune mesure concrète pour lutter contre la faim. En sa qualité de corédactrice de la résolution, Marielle de Sarnez a souligné *"la baisse tendancielle de l'aide publique au développement (ADP) de l'agriculture et du développement rural qui est passée de 17% en 1980 à 5 % en 2009, qui est d'autant plus frappante qu'elle se produit dans un contexte d'aggravation de la faim et de la pauvreté rurale"*. La France n'échappe d'ailleurs pas à cette triste réalité avec l'adoption vendredi 13 novembre à l'Assemblée nationale d'un budget consacré à l'aide publique au développement minimaliste. La Vice-présidente du Mouvement Démocrate a également appelé *"à associer la société civile et, en particulier, les organisations paysannes des pays en développement, en raison de leur bonne connaissance des réalités de terrain"*.

### Relations euroméditerranéennes.

Marielle de Sarnez et Robert Rochefort sont cosignataires et corédacteurs de la résolution du Parlement européen sur le partenariat économique et commercial euro-méditerranéen. Ce vote est intervenu alors que la 8<sup>e</sup> conférence Euromed des ministres du commerce se tiendra à Bruxelles le 9 décembre 2009. Les députés européens y réaffirment l'importance stratégique de la création d'une zone de libre-échange euro-méditerranéenne qui contribuera de façon significative à la paix, à la prospérité et à la sécurité dans l'ensemble de la région. Pour Marielle de Sarnez et Robert Rochefort, il faut toutefois distinguer les services commerciaux et les services publics notamment de santé et d'éducation.

Les deux élus du MoDem ont déclaré que *"si l'UpM (Union pour la Méditerranée) est susceptible d'avoir des retombées favorables, les approches bilatérales ne devraient pas être utilisées aux dépens d'une approche régionale multilatérale"*.

### Brève : halte à la violence à l'encontre des femmes.



À l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de la Journée Internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le Parlement européen a adopté une résolution invitant les États membres à reconnaître la violence sexuelle et le viol comme des infractions pénales, et à poursuivre les auteurs de ce type d'infraction

Marielle de Sarnez, vice-présidente du Mouvement Démocrate, a rappelé que *"la violence à l'égard des femmes représente une violation des droits humains, et notamment du droit à la vie, du droit à la sécurité, du droit à la dignité et du droit à l'intégrité physique et mentale"*.

*"Il est indispensable que l'Union européenne développe un cadre européen harmonisé de mesures de prévention et de sanctions contre les violences faites aux femmes. Je me félicite de l'adoption par le Parlement européen d'une résolution qui demande instamment aux États membres de renforcer leurs législations et leurs politiques nationales concernant la lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes. "*

*En Europe, 4 millions de femmes sont victimes de violences en privé. En France en 2008, 156 femmes ont trouvé la mort sous les coups de leur conjoint. Le 3919, numéro d'appel d'urgence pour les femmes victimes de violence, a été utilisé par 18'000 femmes.*

## ■ Vote du paquet Télécom : "oui mais".



Le Parlement européen a adopté à Strasbourg une nouvelle directive-cadre pour réformer la régulation des réseaux de communication et de services électroniques, dite "paquet télécom". Ce vote intervient après deux ans de conflits et de négociations avec le Conseil de l'Union européenne, représentant les États membres, notamment sur la question des restrictions d'accès à Internet.

La délégation des élus du Mouvement Démocrate au Parlement européen a soutenu le vote du compromis issu de la conciliation avec le Conseil. Marielle de Sarnez a déclaré à l'issue du vote : "une autorisation judiciaire

*préalable : voilà ce que nous voulions obtenir. Avec ce compromis du moins avons-nous garanti à ce stade la meilleure protection juridique possible. Le message de l'UE est désormais clair : l'accès à Internet est un droit fondamental. Il appartient maintenant aux juges nationaux et aux juges de la Cour de justice européenne de veiller à faire respecter le droit de chaque internaute à pouvoir bénéficier d'une "procédure préalable juste et impartiale". Nous devons continuer à défendre les "droits des internautes" et notamment mieux les définir. (Les États membres ont désormais 18 mois pour mettre en œuvre cette nouvelle législation).*

[Plus d'information ici](#)

## ■ Question à la Commission sur les PME dans la recherche.

Les PME jouent un rôle clé dans l'économie européenne en raison de leur poids dans le secteur des entreprises et de leur importance en matière d'emploi. Cependant la Cour des comptes européenne dans un rapport spécial a constaté que le concours communautaire affecté aux PME dans le cadre du 6<sup>ème</sup> programme-cadre de recherche et développement (PCRD) a diminué. Selon l'estimation la plus favorable de la Commission, 10 % au plus du budget total prévu pour les priorités thématiques du 6<sup>ème</sup> PCRD ont été affectés aux PME, ce qui représente quelque 1,2 milliard d'euros. Ce taux est plus faible que celui atteint par les programmes thématiques du 5<sup>ème</sup> programme-cadre (12 %, soit quelque 1,4 milliard d'euros). Pour le 7<sup>ème</sup> PCRD, les premiers résultats dont dispose la Commission indiquent que la participation des PME continue à décliner. Marielle de Sarnez a donc interrogé la Commission européenne sur les mesures spécifiques qu'elle compte prendre pour encourager la participation des PME au 7<sup>ème</sup> PCRD ?

[\(Réponses de la Commission européenne\).](#)

## ■ Les autres grands dossiers de la session :



**Étiquetage des pneus** : Les pneus impactent pour un quart la consommation en carburant des véhicules. Dès fin 2012, leurs performances devront être indiquées clairement sur les étiquettes,

sur le modèle de ce qui se fait pour l'électroménager.

**Marquage d'origine** : Le Parlement a voté en faveur d'une réglementation plus générale et plus claire sur l'indication d'origine ("made in") de nombreux produits (sacs, chaussures, bijoux...) pour mieux informer le consommateur.

**Indemnisation des passagers en cas de faillite d'une compagnie aérienne** : le Parlement européen exhorte la Commission européenne à prendre des mesures pour dédommager les passagers victimes de faillites de compagnies aériennes. (*Près de 80 compagnies européennes ont déposé le bilan depuis l'an 2000.*)

**Stratégie d'élargissement** : le Parlement européen a adopté sa stratégie 2009 relative à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, à l'Islande et à la Turquie. Les députés européens ont souligné qu'un respect strict des critères de Copenhague est impératif. Ils ont également rappelé qu'il faut être à l'écoute des

citoyens et répondre à leurs préoccupations et à leurs interrogations.

**Vers une interdiction totale de fumer dans les lieux fermés** : Les députés ont demandé aux Vingt-Sept de continuer à introduire une réglementation destinée à protéger les travailleurs non-fumeurs et à intensifier les efforts en vue de protéger les non-fumeurs. Le Parlement constate qu'environ 25% des décès causés par le cancer et 15% de l'ensemble des décès dans l'UE peuvent être attribués au tabagisme. (Le Conseil devrait adopter une recommandation sur les environnements sans fumée le 1er décembre.).

[Les informations de la session du 23 au 26 novembre ici](#)

### Nous contacter :

Marielle de Sarnez  
Parlement européen  
60 rue Wiertz – B-1047 Bruxelles  
e-mail : [marielle.desarnez@europarl.europa.eu](mailto:marielle.desarnez@europarl.europa.eu)

Directrice de la rédaction : Marielle de Sarnez  
Comité de rédaction : Alexandra Leuliette / Yannick Laude /  
Pierre-Emmanuel Portheret / Stéphanie Antoine.

Consultez l'actualité européenne du Mouvement Démocrate sur le site : [www.mouvementdemocrate.fr](http://www.mouvementdemocrate.fr)